

BERTRAND BADRÉ

Associé gérant et fondateur de Blue like an Orange Sustainable Capital, ancien directeur général et directeur financier du Groupe de la Banque mondiale

Masood Ahmed, président du Center for Global Development, ancien directeur du département Moyen-Orient et Asie centrale du FMI

Concernant les biens publics mondiaux, de nombreux pays en développement posent la question de savoir si nous ne trahissons pas fondamentalement le projet traditionnel de développement en utilisant la même caisse limitée d'APD pour ces autres buts, tout aussi importants mais différents. C'était bien sûr dans la conversation à Charm el-Cheikh. Ça a été un point focal d'une grande partie de la discussion sur la façon dont on peut mobiliser les capitaux privés. Bertrand Badré, vous avez réfléchi et agi sur ces questions depuis de nombreuses années. Je sais que vous vous êtes exprimé sur les conclusions de Charm el-Cheikh ainsi que sur ce sujet. J'aimerais connaître votre opinion sur ce débat et sur les défis en termes de progrès, pour revenir à la première suggestion d'Aminata Touré pour transformer les solutions en réalité.

Bertrand Badré

Merci Masood, je suis ravi d'être ici. Merci, Thierry. Oui, nous avons déjà évoqué cet enjeu l'an dernier. Je pense que les eaux sont encore plus tumultueuses, comme vous l'avez dit dans votre allocution d'ouverture, Thierry. À l'heure actuelle, nous assistons à une convergence des crises traditionnelles – économique, sociale, énergétique, etc. – et à une transformation fondamentale dans de nombreux domaines. La combinaison de ces crises et de cette transformation est très difficile à gérer. La transformation est géopolitique, avec par exemple la décarbonation de nos économies ; la biodiversité fait l'objet de discussions à compter d'aujourd'hui à la conférence de Montréal ; et bien entendu, on parle également des changements technologiques liés à l'intelligence artificielle. Tous ces facteurs rendent la situation quelque peu difficile à appréhender.

En outre, comme vous l'avez dit – et c'est le point le plus important –, il existe une tension croissante entre ce que nous pourrions appeler le Nord et le Sud, ou peut-être l'Ouest et le Sud ; disons-le ainsi. Nous l'avons constaté avec les vaccins. Nous l'avons également constaté à l'occasion du débat sur le gaz en Afrique, comme vous le savez, Mme Touré. Il y a deux ans, le financement des projets gaziers était une mauvaise idée. Aujourd'hui, nous connaissons un petit problème d'approvisionnement, alors nous nous tournons vers l'Afrique en suggérant qu'il faudrait peut-être rouvrir cette porte. Il existe également des tensions démographiques. D'un côté, il y a une poussée démographique ; notre région du monde

vieillit, et des études concernant la démographie de l'Europe soulignent la nécessité de nous ouvrir aux migrations. De l'autre, certaines personnes ne veulent pas de ces migrations. Tout cela complique la situation.

À cela viennent s'ajouter ce que M. Macron a appelé « les deux éléphants » : la Chine et les États-Unis sont comme deux éléphants qui s'affrontent sans se préoccuper de ce qui se trouve autour d'eux. Un autre point m'inquiète particulièrement. Nous essayons actuellement de développer de nouveaux ensembles de normes ; en Europe, notamment, nous développons des normes liées aux critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) et à l'impact des politiques d'entreprise, ainsi qu'une nouvelle manière d'aborder la question du financement et de l'investissement durables. Cela part de bonnes intentions et c'est un projet que je soutiens depuis longtemps, mais il faut reconnaître que cela ne fait qu'accroître le fossé entre les différentes régions du monde. Parfois, pour forcer le trait, je dis que je ne veux pas d'une Europe « bobo » où tout est très confortable, très plaisant, et qui explique au reste du monde qu'il devrait être comme nous.

Mais les choses ne se passent pas ainsi, et c'est sous cet angle que je souhaiterais aborder le sujet puis répondre à vos questions. Tout cela prend place à un moment où, j'en suis persuadé – Jean Marie Paugam essaie d'atténuer mon opinion à cet égard –, beaucoup de gens se sentent de moins en moins concernés par ce qui se passe loin de chez eux. Certains d'entre vous se souviennent peut-être du court roman *Candide*, de Voltaire, écrit il y a 250 ans, qui se termine en disant : « Il faut cultiver notre jardin ». Je pense qu'aujourd'hui, les gens prennent l'expression « notre jardin » de manière littérale. Le monde est trop complexe et des sujets comme le climat, le problème des réfugiés ou la cybersécurité sont trop vastes. Ils se disent : « Je ne peux pas gérer tout cela, donc je m'occupe de mon jardin » ; ils parlent littéralement d'un jardin entouré de clôtures, et pensent que s'ils s'occupent de leur jardin, tout ira bien. Aujourd'hui, ni nous ni Voltaire ne devrions envisager ce jardin comme un espace fermé et clôturé, mais comme notre planète tout entière, et il nous faut examiner comment passer du jardin à la planète, et vice-versa.

C'est le problème qui se pose aujourd'hui. Je crois que c'est un moment très difficile, y compris du point de vue du secteur privé, car actuellement votre jardin rapporte davantage. Il y a deux ans, lorsque vous conserviez votre argent dans votre pays, le rendement était nul. Maintenant, il est de 4 %. Pourquoi se tourner vers l'Afrique si l'on peut obtenir un rendement de 4 % chez soi ? Tout revient à cela. Par conséquent, je pense que nous devons réellement explorer différentes pistes, et le plus tôt sera le mieux. C'est probablement ce qui a amené le président Macron à convoquer ce sommet au mois de juin prochain, axé sur la réinitialisation des relations avec les pays du Sud.

Une piste en particulier fait l'objet de débats depuis longtemps, déjà mentionnée : celle du Conseil de sécurité des Nations Unies, du système de Bretton Woods, etc. Bien entendu, cette approche doit être discutée, et nous, les Français, avons probablement davantage à perdre que d'autres. C'est un sujet difficile, mais qui doit sans aucun doute être mis en chantier. Nous devons également aborder l'utilisation de nouveaux modes de financement. Une proposition a été formulée concernant l'utilisation des droits de tirage spéciaux (DTS). Que pouvons-nous faire avec les DTS ? Il s'agit d'argent réel qui peut être créé, distribué et

par conséquent soumis à un effet de levier. Cela prend du temps ; le sujet est complexe, mais nous devons l'aborder.

Nous devons également examiner la question des fonds de l'Association internationale de développement (IDA). L'IDA est une filiale de la Banque mondiale qui octroie des prêts et des dons. Nous devons faire plus en la matière. J'ai essayé de faire plus quand j'étais en poste à la Banque mondiale. Avec un peu de courage et d'imagination, nous pouvons utiliser l'IDA, qui dispose de centaines de milliards de dollars. Comme je l'ai dit maintes fois, nous devons faire en sorte que les institutions de développement œuvrent de concert. Or, elles travaillent de manière cloisonnée et ne souhaitent pas coopérer – n'ayons pas peur des mots : elles sont en concurrence. Une fois encore, cela ne tient pas tant aux actionnaires et aux institutions elles-mêmes qu'au système tout entier. Nous disposons d'amples ressources, que nous n'utilisons pas pour diverses raisons. Nous pouvons plus facilement agir dans ce domaine qu'en tentant de nous lancer dans une réforme du système de Bretton Woods. Nous pouvons mobiliser les fonds existants.

Maurice Gourdault-Montagne, ici présent, se souvient sans doute qu'il y a une vingtaine d'années, nous avons développé un mécanisme de financement innovant avec le président Chirac. M. Chirac avait une bonne formule ; il disait : « La mondialisation devrait payer pour la mondialisation ». À l'époque, nous avons instauré une taxe sur les billets d'avion pour financer la recherche médicale. Je pense que nous devons trouver de nouvelles ressources mondiales. C'est un bon moyen de rassembler les gens. Il pourrait s'agir d'une taxe, et je sais que c'est toujours suspect lorsque les Français parlent de taxes ; peut-être une taxe sur les industries extractives ou sur le carbone. Quoi qu'il en soit, je pense qu'il faut trouver un mécanisme qui nous permette d'être tous « dans le même bateau » et nous garantisse des flux financiers réguliers au fil du temps, indépendamment du bon vouloir des parlements, année après année. De surcroît, c'est probablement un bon moyen de travailler sur la question des biens publics mondiaux.

Je suis d'avis que nous devons également développer de nouveaux instruments. Vous en avez mentionné certains. Il ne s'agit pas de transférer de l'argent d'un fonds à un autre pour le même montant. Nous devrions revoir la conception de notre Aide publique au développement (APD) de manière pertinente, car nous parlons de biens publics, certes, mais nous ne creusons guère la question. Si vous demandez à une institution de développement de financer des biens publics, elle prélèvera de l'argent sur le fonds d'aide bilatérale pour les biens publics, et les gens seront en colère, avec raison. Il faut également mobiliser le secteur privé, un sujet qui m'est particulièrement cher. Cette mobilisation est de plus en plus difficile précisément du fait de ce que j'ai évoqué précédemment : les conditions financières ont évolué, tout comme l'intérêt des investisseurs ; ils s'intéressent moins aux marchés émergents et aux économies en développement, plus risqués, plus éloignés. Certains me disent : « Mes clients ne veulent pas que leur argent soit envoyé si loin. Ils veulent que leur argent soit utilisé en France, aux États-Unis, "America First" ». Dans ces conditions, comment les mobiliser ?

Le moment est venu de nous attaquer à toutes sortes de problèmes dont nous avons connaissance depuis longtemps. J'ai participé à des centaines de panels concernant la mobilisation des fonds privés, le financement mixte, la coopération public-privé. Nous

connaissons tous les solutions, donc nous n'avons pas besoin d'en trouver d'autres, mais nous devons réellement cerner les obstacles techniques à ces solutions. Il y a par exemple des obstacles liés à la définition de l'APD. Comment prendre en compte les garanties ? Les garanties ne sont pas prises en compte en matière d'APD. Avec des garanties, par effet de levier, vous pouvez obtenir davantage de financement que par transfert direct. Je ne veux pas m'attarder sur des questions ennuyeuses, mais il s'agit là d'une idée parmi d'autres. Il faut examiner une par une les contraintes liées aux accords de Bâle III, ou encore à la directive européenne Solvabilité II : quels sont les obstacles ? Ensuite, il faut réellement faire avancer la question culturelle, c'est important. La bataille du climat ne se gagnera ni à Paris, ni à Bruxelles, ni à Washington ; elle se gagnera à Lagos, à New Delhi et à Bogota. C'est pour remporter cette bataille que nous devons transférer des fonds, des compétences, etc. Si nous ne le faisons pas, nous allons perdre. Nous devons nous réorienter dans cette direction, je crois que c'est extrêmement important.

Nous devons également veiller à ce que les institutions de développement acceptent d'être incitées et évaluées sur la base de leurs actions en matière de mobilisation des capitaux privés. Ce n'est pas le cas aujourd'hui. Cette mobilisation reste marginale et nous devons changer cela, sinon, les capitaux privés ne bougeront pas. Soyons francs : il n'existe aucune incitation à transférer ces capitaux à grande échelle. Je ne pense pas qu'une révolution va se produire, même si elle est nécessaire – c'est mon côté français qui resurgit. Il est évident que nous n'allons pas refondre le système de Bretton Woods cette année. Nous n'allons pas découvrir un système magique pour mobiliser le secteur privé, mais je pense qu'une évolution substantielle est indispensable. Nous devons prendre ce sujet très au sérieux. Je suis lassé d'entendre toutes ces discussions pendant lesquelles les gens acquiescent, disent que telle ou telle action devrait être mise en œuvre, et en fin de compte très peu de choses changent. Une fois encore, nous ne réussissons pas à trouver un moyen d'apaiser le tumulte, mais si nous réussissons à construire « un pont sur l'eau trouble », comme le dit la chanson, ce sera suffisant. Je vous remercie.

Masood Ahmed

Très bien. Nous avons à présent un jardin que nous pensions pouvoir protéger mais en réalité, comme vous le dites, malheureusement, quel que soit le soin que vous apportez à votre jardin, les forces qui l'impactent sont mondiales. Vous avez également identifié, Bertrand, un nombre d'éléments techniques qui peuvent être mis en place. Vous avez mentionné les DTS. Il y a environ deux ans, nous avons, comme beaucoup d'entre vous le savent, une énorme allocation de DTS équivalente à 650 milliards de dollars, et c'était une performance vraiment remarquable en pleine pandémie. Il y avait également un énorme effort pour dire qu'une grande partie des DTS, plus des deux tiers, allaient à des pays riches qui n'en avaient pas vraiment besoin et qu'ils devraient recycler ces DTS vers des pays qui avaient besoin de l'argent. De nombreux mécanismes ont été envisagés. Nous voilà deux ans plus tard, et dans les faits, même si quelques-uns de ces DTS ont quitté les banques centrales des pays riches pour aller sur le compte du FMI, aucun DTS n'a pour l'instant atteint un pays pauvre. Nous avons donc eu une grande discussion et un déplacement des chiffres de compte à compte mais pour l'instant aucun véritable transfert n'a eu lieu.